

Le couple **religion-politique** dans le monde arabo-musulman

D'après l'intervention de Sophie BESSIS, historienne, secrétaire générale adjointe de la FIDH

Pourquoi ce débat-là ? Quand on parle du monde arabo-musulman (en ne faisant pas d'incursion dans le monde musulman non arabe), il y a bien des spécificités. On y parle du couple religion-politique depuis fort longtemps. La question est devenue d'autant plus d'actualité qu'à l'issue des élections tunisiennes, le parti Ennahdha est devenu officiellement le premier parti du pays. Au Maroc hier, le PJD a annoncé qu'il avait la majorité des sièges. En Egypte, tous les pronostics donnent les Frères musulmans comme gagnants des prochaines législatives.

Soit trois pays du monde arabe qui ont connu soit de véritables révolutions, soit d'importants soubresauts. Et où les premières élections libres – au Maroc ce ne sont pas tout à fait les premières – en Tunisie, ont porté au pouvoir les partis issus de l'islam politique. Et ils vont être partie prenante des décisions et des pouvoirs post-révolution.

L'islam politique en passe d'arriver au pouvoir, ou y étant déjà, c'est un fait politique, et non un fait religieux. C'est toute l'ambiguïté d'analyser cette question des rapports entre le religieux (et non la religion) et le politique dans le monde arabe. On peut le faire à partir de trois points.

1. Un constat récent : la religion dans les soubresauts

L'important est d'essayer de com-

Spécialiste des questions de développement, des relations Nord-Sud et de la question des femmes en Afrique subsaharienne et dans le monde arabe, Sophie Bessis est chercheuse associée à l'Iris. Elle a publié une dizaine d'ouvrages sur ces thèmes.

Les derniers : *Les Arabes, les femmes, la liberté*, Albin Michel, Paris, 2007. *Dedans, dehors*, Elyzad, Tunis, 2010. *Bourguiba* (biographie), décembre 2011, Elyzad (avec Souhayr Belhassen).

prendre pourquoi des soulèvements d'où Dieu était absent se sont – provisoirement probablement – soldés par des victoires de l'islam politique. Avenue Bourguiba le 14 janvier 2011, place Tahrir au Caire, dans les premières manifestations en Syrie, etc. : parmi les manifestants, aucun n'a songé à Dieu pour exprimer la volonté de renverser les dictateurs. Les seuls mots d'ordre étaient : « *dignité* », « *liberté* », « *à bas la corruption, à bas la tyrannie* ». Si on interroge les leaders de l'islam politique, ils reconnaissent en outre qu'ils n'étaient pas présents dans les mouvements révolutionnaires. Ils donnent comme explication la répression dont ils étaient l'objet. Ce n'est pas faux, mais ce n'est pas la seule raison.

Mais alors, pourquoi, malgré cette absence, sont-ils réapparus aussi vite dans l'échiquier politique ? Et pourquoi sont-ils redevenus des partis importants ? Il faut revisiter le terreau profond de leur implantation.

Le caractère normatif de l'islam n'a aucune originalité par rapport aux autres religions. Mais, depuis longtemps, l'islam fonctionne comme religion ET comme idéologie. Cela, dès le mouvement intellectuel de la Nahda (renaissance) à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Et cela a donné l'islamisation de la modernité comme réponse à l'invasion occidentale et au système de valeurs véhiculé par l'Occident. C'est-à-dire que, pour les

penseurs de la Nahda, l'islam a fonctionné comme système normatif, comme religion, mais aussi comme idéologie pour résister. Il faut comprendre que cette question identitaire est fondamentale : l'islam fonctionne comme système identitaire autant que comme système normatif.

2. Islam et nationalisme

Les mouvements nationalistes de la deuxième moitié du XX^e siècle, souvent caractérisés de laïques par l'Occident (le nassérisme, le baasisme irakien et syrien, etc.) ont eu des dirigeants qui, tous, ont conservé le référent religieux pour fonder leur légitimité et conduire leur politique. Il n'y a pas eu de Kemal Atatürk dans le monde arabe. Même Bourguiba a lié le référent religieux à la modernité (« *je suis le moudjahid de la modernité* », disait-il). Evidemment personne ne songerait à mettre dans le même panier l'Arabie Saoudite et la Tunisie, ou un Emirat et les pays maghrébins, qui ont incontestablement des processus de sécularisation plus complexes et plus avancés bien sûr. Mais le référent religieux est présent dans tous les pays arabo-musulmans.

Bien que la Constitution tunisienne ne soit pas laïque, c'est le seul pays où la charia est totalement absente de la Constitution et des pratiques politiques. Mais dans d'autres pays, la charia est depuis longtemps soit la source principale du droit (en Egypte



© DR

via l'article 2 de la Constitution), soit l'une des sources du droit (au Maroc).

3. Pourquoi ce référent s'est-il renforcé sous les dictatures alors qu'elles étaient prétendument le meilleur rempart contre l'islamisme ?

Résumons l'histoire : l'étoile du nationalisme arabe sécularisateur a commencé à décliner à la fin des années 1960, tandis que l'étoile de l'islam politique a commencé à monter à partir du début des années 1970. A partir de là, tous les partis qui s'en réclament commencent à être sévèrement réprimés. Passons sur le mouvement algérien, bien connu. Au Maroc, en Tunisie aussi, tous ces mouvements commencent à être réprimés de façon féroce par les dictatures dites séculières de la région. Mais quelle a été la stratégie de ces dictatures ? Elle a été de supprimer des partis à référentiel religieux, de se présenter à l'Occident en rempart contre l'islamisme tout en jouant, à l'intérieur de l'islam, comme rhétorique de légitimation.

Ben Ali arrive au pouvoir le 7 novembre 1987. Dans les heures qui ont suivi, il a fait mettre les appels à la prière à la télé et a imposé le calendrier musulman lunaire pour le calcul du ramadan. Et il

L'important est d'essayer de comprendre pourquoi des soulèvements d'où Dieu était absent se sont - provisoirement - probablement - soldés par des victoires de l'islam politique.

On est aujourd'hui dans un paradoxe. Les sociétés du monde arabe sont en voie de sécularisation sociétale, dont témoigne leur évolution démographique. Mais le religieux reste malgré tout hégémonique.

encouragé la création de Radio Zitouna (Radio Coran), qui diffusait à longueur de journée les prêches du Coran. Jusqu'en 1990 en Tunisie, les manuels scolaires officiels faisaient l'éloge d'une polygamie interdite par la Constitution, et du califat, pourtant incompatible avec la même Constitution !

En Egypte, la littérature de propagande du Parti national démocrate de Moubarak en langue arabe n'avait rien à envier aux tenants du wahhabisme saoudien. Les discours les plus obscurantistes et les plus homophobes étaient répandus par le parti censé être un rempart contre l'islamisme. Les textes en anglais étaient différents ! Les dictatures ont donc instrumentalisé le religieux à leur profit. Elles ont consolidé la norme religieuse dans l'éducation et la vie sociale. Ce qui explique que la chute des dictatures a profité à l'islam politique. Car les partis islamiques ont été réprimés, et parce qu'ils l'ont joué : « plus en rupture que moi, tu meurs ».

Qui d'autre a renforcé l'islam politique ? L'argent du pétrole saoudien. L'Arabie Saoudite c'est 1 % de la population musulmane et 99 % de la propagande exportée dans le monde arabe. S'ajoute aussi le rôle des chaînes satellitaires arabes, Al-Jazira ne tenant pas le même

discours dans ses émissions en arabe et en anglais. Pendant que les islamistes étaient réprimés, les sociétés du monde arabe, grâce aux chaînes satellitaires, étaient de plus en plus islamisées, de plus en plus dévotes et bigotes. Les interventions militaires occidentales et le pourrissement de la situation palestinienne ont aussi joué.

Le résultat est que les islamistes n'ont pas été les acteurs des soulèvements du monde arabe, mais s'en trouvent être les bénéficiaires actuels.

On est aujourd'hui dans un paradoxe. Les sociétés du monde arabe sont en voie de sécularisation sociétale, dont témoigne leur évolution démographique. Mais le religieux reste malgré tout hégémonique, porté par des couches jeunes, urbaines, diplômées. Alors, après, la question c'est : quelle version du religieux ? Cela change les choses. Et à l'intérieur de ce paradoxe, quelle trajectoire de modernité peut-il y avoir ?

Je suis convaincue que l'expulsion du religieux de la sphère politique et du droit est une condition fondamentale de la démocratie, mais les itinéraires d'expulsion n'ont pas à être calqués sur un seul modèle. ●

Propos recueillis par Alain Monchablon